

Nos impressions sur le débat

- Un seul regret : Il y a eu trop peu de prise en compte des préoccupations et des questions des agriculteurs dans ce débat (un quart des questions sur le volet agricole)
- Nous sommes pourtant en première ligne !

Nos exigences avant de d'aller plus loin

- Connaître la technique la moins pénalisante pour les agriculteurs
- La relance du GPSE (Groupe Permanent sur la Sécurité Electrique) et une ferme expérimentale sous la ligne existante
- Connaître les incidences sur les animaux, les bâtiments, le matériel de traite, l'informatique, santé de l'agriculteur et animale (distance, impact, courants induits, ...)

Nos attentes immédiates sur le volet agricole : des réponses et des engagements !

- Des réponses claires à nos questions de la part de RTE
- Une reconnaissance de l'impact de la THT sur les élevages, quitte à engager des études complémentaires
- Un engagement par les pouvoirs publics à réactiver le GPSE
- Une ferme expérimentale opérationnelle dans la Manche sous la ligne existante pour en étudier les conséquences directes et indirectes
- Des réponses et une information claire sur les conséquences pour l'agriculture des différentes techniques (aérien, enfouissement, mixte)



Nos attentes sur le volet agricole en cas de validation du projet

- **Le projet retenu doit être le moins pénalisant pour les agriculteurs et pour les contraintes inévitables, il faut une juste compensation**
- La mise en place de protocoles spécifiques pour approcher au mieux les problématiques locales (élevage, cidre, légumes, agrotourisme, ...)

Nos attentes sur le volet agricole en cas de validation du projet

- Si comme le montre l'étude du cabinet CESI une solution mixte peut-être viable, l'enfouissement de la ligne doit être privilégiée dans les secteurs qui en feront la demande après concertation locale
- Si l'enfouissement de la ligne THT n'est pas possible, nous demandons l'effacement des lignes moyenne et basse tension du secteur

Nos attentes sur le volet agricole en cas de validation du projet

- La construction du poste amont doit donner lieu à un aménagement foncier plutôt qu'à des expropriations.
- En tout état de cause, si la ligne devait surplomber d'un siège d'exploitation, nous demandons que RTE finance le déplacement du siège concerné.
- Il faudra utiliser toutes les possibilités pour atténuer l'impact de la ligne pour les agriculteurs de la Manche.